

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'APPUI DONNÉ AUX NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour féliciter les Ontariens. Les résultats d'un sondage que publie aujourd'hui le *Globe and Mail* montrent que l'appui populaire à la position du gouvernement libéral provincial sur le libre-échange est en perte de vitesse. Près de la moitié des répondants se disent en désaccord avec cette position.

De toute évidence, l'idée du libre-échange a fait son chemin. Malgré les arguments fragiles que l'opposition fait valoir, les Canadiens soutiennent de plus en plus les initiatives du gouvernement. Au fil des derniers événements, l'opposition et le gouvernement ontarien reconnaîtront sans doute qu'il est plus sage de se serrer les coudes avant d'aborder ces négociations.

Le président des États-Unis est en faveur de la libéralisation du commerce avec le Canada. Le gouvernement canadien préconise lui aussi le libre-échange. Les Ontariens le souhaitent également. Il est peut-être temps que l'opposition et le gouvernement du premier ministre, M. Peterson, acceptent de lutter avec nous pour la sécurité économique de tous les Canadiens.

* * *

LES PÊCHES

L'ACCORD FRANCO-CANADIEN—LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES PROJETÉES PAR LE CAUCUS LIBÉRAL

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est): Hier soir, monsieur le Président, les députés libéraux représentant les provinces de l'Atlantique ont tenu une session d'urgence et consulté le chef du parti. Nous annonçons dès maintenant que, à partir d'aujourd'hui, les membres de notre caucus vont se rendre dans diverses parties de Terre-Neuve et des autres provinces de l'Atlantique où ils tiendront une série d'assemblées avec les particuliers et les groupes intéressés des régions touchées par l'entente canado-française sur les pêches.

Ils vont y discuter des conséquences de l'entente et consulter les personnes susceptibles de proposer une meilleure solution que cette entente tout à fait inacceptable selon nous en ce qui concerne les gens des provinces atlantiques.

Mes collègues de Terre-Neuve sont actuellement dans leur province pour consulter les particuliers touchés par l'entente. Nous reviendrons à la Chambre et proposerons de meilleures solutions que cette entente déraisonnable qui bouleverse l'existence et menace le gagne-pain des Terre-Neuviens et des Canadiens des autres provinces atlantiques.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, un récent sondage effectué par la société Decima et

Article 21 du Règlement

publié par le quotidien *The Globe and Mail* le 21 janvier dernier révèle que les Canadiens font de l'environnement leur priorité numéro un. Le Sommet socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue vient également de faire de la question environnementale la préoccupation première de la population de l'Abitibi-Témiscamingue.

Monsieur le Président, si nous parvenons à de tels résultats aujourd'hui, c'est que l'opinion publique canadienne a été bien alertée, bien informée depuis maintenant près de 20 ans sur les dégâts et les méfaits de la pollution sur la santé humaine et l'écologie. Notre gouvernement, au cours des deux dernières années, a pris des engagements concrets pour contrer ce fléau. Le 18 décembre dernier, le ministre de l'Environnement (M. McMillan) déposait en cette Chambre une ébauche de projet de loi qui démontre une fois de plus notre détermination ferme à lutter contre les éléments pollueurs de notre société et qui fera du Canada le pays industrialisé le plus avant-gardiste en matière de lutte contre la pollution.

* * *

● (1405)

[Traduction]

INVESTISSEMENT CANADA

LA WEST KOOTENAY POWER AND LIGHT COMPANY—LA VENTE À UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, d'un bout à l'autre du pays, un nombre sans cesse croissant de Canadiens se posent la question suivante: «Qui prend fait et cause pour le Canada?» Qui a défendu le Canada quand notre industrie du bois d'oeuvre a été prise à partie? Ce n'est pas le gouvernement.

Qui s'est porté à la défense de notre pays quand le gouvernement Reagan a exigé des modifications à nos lois sur les brevets pharmaceutiques qui entraîneront une hausse inévitable du prix des médicaments payé par les Canadiens? Ce n'est pas le gouvernement.

Qui a défendu le Canada pour dénoncer les manquements aux accords que nous avons conclus avec le gouvernement Reagan sur les pluies acides? Ce n'est toujours pas le gouvernement. Qui défend maintenant le Canada contre les flottes de pêche françaises, espagnoles, portugaises, américaines et coréennes qui pillent les Grands Bancs? Ce n'est pas le gouvernement non plus.

Et maintenant, monsieur le Président, les habitants du sud de la Colombie-Britannique se demandent qui les protégera contre l'acquisition imminente de la West Kootenay Power and Light Company par une société américaine et de ses droits sur un grand bassin hydrographique de l'ouest du Canada. Pourquoi le gouvernement plie-t-il l'échine en ne faisant rien pour prévenir un tel désastre? Pourquoi a-t-il approuvé, par l'entremise d'Investissement Canada, cette acquisition avant même la fin des audiences qui auraient permis d'entendre les vues des habitants de la région?